



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

charges

Question au Gouvernement n° 908

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Dino Cinieri, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Dino Cinieri. J'associe à ma question nos collègues de la Loire. Monsieur le Premier ministre, souvenez-vous : le 24 février 2012, le tour de France de la démagogie du candidat Hollande s'arrêtait à Florange. Là, juché sur une camionnette, il avait harangué les syndicalistes présents. Aujourd'hui, les paroles se sont envolées et reste une stèle : " ci-gisent les promesses de François Hollande. " Le 14 octobre 2011, le même candidat s'arrêtait à Amiens chez Goodyear. Là encore il eut des paroles qui sonnaient bien aux oreilles de ses interlocuteurs, assurant, l'air martial, qu'en matière industrielle on allait voir ce qu'on allait voir. Aujourd'hui, les 1 100 ouvriers du site Goodyear d'Amiens viennent d'apprendre la fermeture de leur site. Ici non plus, ni fleurs ni couronnes ; la campagne présidentielle et ses promesses sont loin. Je souhaiterais que le Premier ministre réponde sur ce point.

Malheureusement, la liste est longue : Pétroplus, Arkema, Technicolor, Lafarge et, dans ma circonscription - à Firminy et à Unieux -, deux entreprises sont également menacées, Apéram et Aubert & Duval.

Votre politique industrielle a fait long feu et, pire, vos décisions économiques et fiscales vont accroître la désindustrialisation du pays. Parfois, c'est l'État lui-même qui, sous le diktat de vos alliés écologistes, décide l'arrêt de sites comme Fessenheim, portant un coup à la crédibilité de notre filière nucléaire. Et, en fin de compte, chaque jour, mille personnes supplémentaires se retrouvent au chômage.

Alors, monsieur le Premier ministre, pas besoin d'être sorti de Polytechnique pour comprendre que ce qui crée de la richesse, de l'emploi, de la croissance, ce sont les entreprises. Quand allez-vous cesser d'augmenter, chaque jour, leurs impôts, leurs charges et leurs contraintes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe UDI.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Mme Fleur Pellerin, *ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique*. Monsieur le député, vous venez d'évoquer vous-même l'accroissement de la désindustrialisation du pays. Il est vrai qu'en termes de bilan, je vous le rappelle, ce sont un million d'emplois qui ont été détruits dans l'industrie à l'époque où vous étiez aux affaires *(Protestations sur les bancs du groupe UMP)* ; c'est aussi un déficit du commerce extérieur de 75 milliards d'euros. Il semble donc qu'en matière de bilan, vous n'avez pas de leçons à nous donner.

M. Dino Cinieri. Parlez-nous de l'avenir plutôt que du bilan !

Mme Fleur Pellerin, *ministre déléguée*. Précisément, ce Gouvernement fait exactement le contraire de ce que vous avez fait pendant les dix dernières années. *(Exclamations continues sur les bancs du groupe UMP.)* Il mène une politique toute entière tournée vers la compétitivité de notre économie avec, dois-je vous le rappeler, un pacte pour la compétitivité, la croissance et l'emploi qui s'attaque à la compétitivité-prix des entreprises, puisqu'il réduit de 20 milliards d'euros le coût du travail, ainsi qu'à la compétitivité hors prix, à savoir l'innovation. Il s'agit de créer un environnement plus favorable aux entreprises que celui que vous avez créé lorsque vous étiez au pouvoir.

Qu'avons-nous fait avec l'accord national interprofessionnel, si ce n'est donner aux entreprises un cadre plus

flexible pour s'adapter à l'environnement économique et aux cycles économiques ? (*Même mouvement.*) Qu'avons-nous fait avec les assises de l'entrepreneuriat, si ce n'est réformer le régime de la taxation des plus-values de cessions, pour rendre le contexte plus favorable à l'investissement et à l'entrepreneuriat ? Qu'avons-nous fait en encourageant l'investissement dans les PME innovantes ? Autant de choses que vous n'avez pas su faire pendant que vous étiez aux affaires. Cessez donc d'affirmer que le Gouvernement n'est pas favorable à l'entrepreneuriat. Au contraire, toute sa stratégie est de promouvoir la croissance pour les investissements et les emplois de demain. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Et les mesures annoncées par le Président de la République vont dans la direction que vous n'avez pas su emprunter. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Dino Cinieri](#)

Circonscription : Loire (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 908

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : PME, innovation et économie numérique

Ministère attributaire : PME, innovation et économie numérique

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [30 mai 2013](#)